



# le vote cgt pour défendre mes droits !

---

La politique menée est la même dans toute la Fonction Publique : concentrer les structures pour « rationaliser les coûts », c'est-à-dire supprimer des emplois et diminuer l'offre de service aux usagers.

Les agents des trésoreries hospitalières assurent le paiement du personnel hospitalier (fonctionnaires, contractuels, intérimaires...) et la gestion de toutes les dépenses hospitalières.

Ils sont également en charge du recouvrement des factures émises à l'encontre des patients (restes à charge), des CPAM et mutuelles, du suivi des dotations et des très nombreux excédents de versements, de la gestion des hébergés, du contrôle des opérations complexes de comptabilité.

La gestion des hôpitaux par une trésorerie hospitalière, ce n'est pas seulement encaisser des recettes et payer des fournisseurs, c'est gérer le budget, les dotations de fonctionnement, les emprunts, la tenue de l'inventaire, les marchés publics contractés avec les fournisseurs et les entreprises, les mutuelles, effectuer les opérations complexes de fin d'exercice. Il faut aussi assurer les paies du personnel hospitalier en temps et en heures, de même que les cotisations sociales.

Un travail de veille juridique est également nécessaire sur les textes réglementaires, qui entraînent des ajustements comptables.

La trésorerie rend également une importante mission de service public à destination des personnels des centres hospitaliers, des EHPAD, de leurs résidents, des personnes hospitalisées, des familles, des fournisseurs...

**PARALLÈLEMENT, CES AGENTS GÈRENT AUSSI LES EHPAD** rattachés à un Centre Hospitalier. Lorsqu'il y avait encore un réseau dense de trésoreries, la proximité entre le comptable et la direction des établissements permettait de mieux connaître la situation financière des résidents et donc d'assurer un meilleur suivi, notamment en matière de recouvrement. La reprise de certaines missions par un SAR (Service d'Aide au Réseau) dédié aux hébergés n'est pas entendable : comment assurer une gestion correcte des dossiers hébergés en étant aussi éloigné ? Les dossiers hébergés sont souvent difficiles et longs à gérer : personnes en attente d'aide sociale, celles qui manquent de ressources, les difficultés rencontrées lors de l'identification des versements des conseils départementaux, les délais de traitement des remboursements des cautions par la famille suite au décès qui ne cessent de s'allonger, etc.

Aujourd'hui ces services n'arrivent plus à effectuer correctement leurs missions, plus rien n'est à jour tant la charge de travail est importante !

Les trésoreries hospitalières font face à un épuisement physique et psychologique de tous les agents. Les cadres craquent, les arrêts maladies se multiplient, les agents ne supportent plus de ne pas pouvoir rendre une mission de service public de qualité, ils n'en finissent pas de faire des heures supplémentaires difficilement récupérables et de ce fait se font écrêter. Les usagers, quant à eux, ne trouvent plus d'interlocuteurs et la DGFIP les oriente chez les buralistes !

La situation parfois précaire des usagers des établissements de soins en fait les premières victimes de ce système : absence de droit à la sécurité sociale, absence de complémentaire santé, absence de revenus financiers, fragilité physique et psychologique, etc. Ils doivent alors faire face à la crise des services publics et l'absence d'aide de l'État. Les boîtes mails des services débordent et saturent. Les usagers doivent se déplacer pour espérer avoir des nouvelles de leur dossier, mais trouvent parfois porte close, notamment depuis la mise en place de la NSA (Nouvelle stratégie d'accueil), et n'arrivent à joindre personne au téléphone.

**La première question que l'on pose à un malade doit être :  
« de quoi souffrez-vous ? »,  
et non pas « donnez-nous votre carte bleue et votre carte d'identité » !**

- Il n'est pas normal qu'on ne permette pas aux EHPAD publics, aux centres hospitaliers de bénéficier de moyens de gestion à la hauteur des services qu'ils rendent.
- Il n'est pas normal qu'il n'y ait pas assez de places dans les hôpitaux et que nos aînés et les personnes en situation de handicap ne soient pas pris en charge dignement.
- Il n'est pas normal de voir des fournisseurs non payés venir au guichet réclamer leur dû.
- Il n'est pas normal de devoir prioriser les missions : d'abord la gestion des paies, ensuite les gros marchés et enfin les petits artisans qui passent en dernier.
- Il n'est pas normal que l'État devienne incapable d'encaisser les recettes en laissant des millions non imputés sur des comptes d'attente.
- Il n'est pas normal de ne pas assurer un accueil de qualité pour toutes les personnes touchées par la fracture numérique et voulant avoir un interlocuteur en chair et en os.
- Il n'est pas normal, enfin, d'assister à la destruction de la puissance publique partout dans le pays !

**Il faut changer le paradigme, les services publics ne sont pas un coût, mais un investissement indispensable pour l'avenir et le bien-être de notre société !**



## **Avec les agents des Trésoreries hospitalières, la CGT Finances Publiques revendique :**

- Un abondement suffisant en emplois statutaires dans les trésoreries hospitalières pour garantir un service de qualité à toutes et tous, pour assurer le recouvrement des millions d'euros laissés en déshérence par manque de personnel,
- L'arrêt des regroupements de trésorerie pour des services de proximité, au plus près du service public hospitalier et de pleine compétence : dignes de tous et toutes, respectant les personnes fragiles, les personnes âgées ou en situation de handicap... pour arrêter la fracture sociale, pour rétablir l'égalité de traitement, pour lutter contre la discrimination sociale liée à l'illectronisme, à la fracture numérique,
- Les moyens financiers nécessaires à l'accomplissement des missions confiées aux agents avec la sortie des politiques d'austérité des moyens de financement pour les services publics,
- ne informatisation de qualité comme outil d'amélioration des conditions de travail des agents et non de rationalisations budgétaires et humaines,
- L'arrêt de la stigmatisation en cas de crise sanitaire et le redéploiement des agents ne pouvant travailler dans le milieu hospitalier,

**À l'image d'une partie importante du personnel de la DGFIP, les agent.e.s des trésoreries hospitalières sont à bout et manquent de moyens pour travailler.**

**Avec eux, la CGT Finances Publiques ne cesse et ne cessera de porter des revendications pour des moyens suffisants et pour un service public équitable, non marchand, au service des usagers.**



**La CGT va continuer sa lutte contre ces réformes destructrices,**  
**AGENT.E.S DES TRÉSORERIES HOSPITALIÈRES**  
**Pour faire vivre votre mission et entendre vos revendications**

**1<sup>er</sup> au 8 décembre 2022**  
**VOTEZ CGT**

AdobStock#320520779

**la cgt**  
**FINANCES PUBLIQUES**